

En réponse à la colère d'une partie des agriculteurs, et pour satisfaire une revendication de la FNSEA, le gouvernement abandonne le NODU comme indicateur de suivi de l'usage des pesticides et passe au HRI-1 européen. Bien que les membres du CST d'**Ecophyto**, dont beaucoup de collègues INRAE, aient montré les défauts de cet indicateur : « l'acceptation du HRI comme indicateur de référence signe la fin des efforts sur la réduction des pesticides » selon leur expression dans l'article de la revue en ligne The Conversation [<https://theconversation.com/plan-ecophyto-tout-comprendre-aux-annonces-du-gouvernement-223571>].

Puis le gouvernement a demandé à l'INRAE d'améliorer cet indicateur [<https://www.agra.fr/agra-presse/ecophytoindicateurs-le-gouvernement-va-missionner-linrae-pour-ameliorer-le-hri-1>] et la direction scientifique de l'INRAE s'est exécutée [<https://www.youtube.com/watch?v=gdExlQRZew0>], après avoir déclaré à Libération que : « Derrière le plan Ecophyto se joue l'avenir de nos enfants ». Pourtant, comme le montre un article des décodeurs du Monde [<https://hal.science/hal-04564733>], l'adoption du HRI-1 est une vaste arnaque : la récente interdiction d'un fongicide, le mancozèbe, permettra au HRI-1 de baisser de pratiquement 50% par rapport à la période de référence 2011-2013 : les objectifs du plan Ecophyto seront donc d'ores et déjà pratiquement atteints ! La motion du dernier Conseil Scientifique sur le plan Ecophyto est bien tiède quand notre institut sur ce sujet très sensible devient de plus en plus dépendant d'un pilotage par le ministère de l'agriculture, au mépris de la santé et de l'environnement. Les négociations de la DG face au ministère pour corriger le désastreux HRI, montrent à quel point les résultats scientifiques qui ne vont pas dans le « bon » sens sont déconsidérés par les politiques. De plus ce changement obligera nos collègues, travaillant déjà avec peu de moyens, à redéployer de nouveaux efforts pour rebâtir un indicateur fiable et robuste. Pourquoi donc la direction de l'INRAE valide-t-elle cette manœuvre ? Serait-ce là une conséquence de notre perte progressive d'autonomie financière face à la multiplication des appels à projets et autres grands programmes nationaux ?

Autre argument pour une agriculture écologique, économe et autonome : la dépendance de la production française de céréales aux **engrais azotés de synthèse** : en effet chaque année la France consomme entre 8 et 9 millions de tonnes d'engrais minéraux et la part des importations russes a augmenté de 19 à 35 % de 2021 (442 000 t) à 2023 (725 000 t). Il est incohérent d'afficher un soutien politique inconditionnel à l'Ukraine par des sanctions économiques contre la Russie tout en commerçant avec l'envahisseur au nom de l'exception alimentaire. Depuis fin février 2022 la recherche agronomique est sommée par le camp productiviste (industrie et FNSEA) de mettre en veilleuse la préservation de l'environnement par la réduction des intrants chimiques, pour produire sans entraves, comme au bon vieux temps du club des 100 quintaux. Pourtant notre surconsommation d'engrais azotés de synthèse est un désastre écologique, social et économique qui fragilise l'avenir des capacités de production agricole [https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/03/20/reduire-notre-dependance-aux-engrais-de-synthese-necessite-l-adaptation-de-nos-systemes-agroalimentaires_6223003_3232.html?random=775586525]. Politiquement, cédant au court-termisme et à la démagogie en suivant des acteurs économiques irresponsables, la France et l'UE, qui devaient réduire drastiquement l'utilisation d'engrais azotés pour concilier production alimentaire et durabilité et parvenir aux objectifs de la stratégie « Farm to Fork », renoncent à défendre le bien commun pour que la planète reste vivable.

Dernier point, la gestion de l'**eau**, telle qu'envisagée dans la future loi sur l'agriculture. Dans un rapport publié hier, l'ONG environnementale WWF met en lumière le déclin de populations de poissons (-44% de truite des rivières en 20 ans) et d'oiseaux dans les plus petites rivières françaises, malgré les sommes engagées en faveur de la politique de l'eau. A l'effondrement de la qualité des petits cours d'eau dans le milieu rural due à une politique d'intensification des pratiques agricoles et d'artificialisation, la réponse du gouvernement est d'alléger les délais pour la création des réserves d'eau d'irrigation ! On ne peut pas se satisfaire de la fuite en avant productiviste qui en vient à vouloir s'accaparer la ressource en eau qui se fait rare. C'est pourquoi SUD

manifestait en Limagne le 15 mai contre les giga-bassines, pour dénoncer les plus gros projets de retenues d'eau privées, financées en majorité par des fonds publics.

On marche sur la tête ! L'époque est folle : au lieu de suivre les recommandations des lanceurs d'alerte, adossées sur des faits scientifiquement établis, le gouvernement d'E. Macron donne les clés du camion des pompiers aux pyromanes ! Alors quand on nous annonce un INRAE qui d'opérateur de recherche, recevant des moyens constants pour assurer sa mission de recherche et développement, glisse progressivement en agence de programme avec des objectifs cadrés par les ministères et limités dans le temps via les PEPR, nous ne pouvons que nous inquiéter des futures orientations de recherches et du tri sélectif des résultats obtenus. Plus que jamais, il nous faut lutter ensemble pour un service public INRAE au service de l'intérêt général, indépendant de la FNSEA et de son alliée l'agro-industrie !

Signe d'espoir, mardi 21 mai plus de 300 scientifiques, lors d'un débat public à l'invitation des comités d'éthique INRAE-Cirad-Ifremer-IRD et du CNRS, échangeaient sur les deux avis concernant la question de l'**engagement des scientifiques dans l'espace public**. Ces avis ouvrent le débat et interrogent sur la place de la désobéissance civile. Lancer des alertes est constitutif de notre combat de syndicalistes, mutualisé autant que possible avec des personnes isolées, des collectifs citoyens ou associatifs. Dernièrement nous avons soutenu Sciences citoyennes, Scientifiques en rébellion et les Soulèvements de la terre.

Nous saluons l'avancée démocratique pour l'INRAE que constitue l'organisation, par la Mission Agrobiosciences et le centre Provence-Alpes-Côte d'Azur, le 11 juin à Avignon d'un **débat ouvert sur les NGT** : "Controverses - Les nouvelles technologies génomiques (NTG) appliquées aux plantes cultivées : A quelles conditions peuvent-elles contribuer (ou non) à des systèmes durables ?".

Par ailleurs, conséquence du rétrécissement des instances voulu par la loi Dussopt dite « de modernisation de la fonction publique », certaines d'entre elles ne se réunissent même plus : ainsi les **conseils de centre** ne sont-ils plus convoqués ! C'était le dernier lieu de discussion pour élu-es du personnel sur les orientations des recherches dans les régions.

Enfin, le plat de résistance de ce CSAE sera le **télétravail** et ici aussi nous défendons une vision collective du monde du travail. Notre estimation, d'après vos documents préparatoires et qui sera évidemment à confirmer par vos soins, donne en moyenne 1,7 jour par an de télétravail pour les AT et 64 jours pour les IR ! Le 17 février 2022 en CT nous alertions sur le profond fossé qui se creusait entre celles et ceux qui peuvent télétravailler et celles et ceux qui en sont exclu-es par leur métier et/ou par l'organisation du travail : moins de 2 jours contre 64 nous y sommes ! La proposition de revenir à la raison en repassant de 144 jours à 100 dans la note de service va dans le bon sens collectif. De plus revendiquons une négociation sur la semaine de 4 jours pour les exclu-es du télétravail.